

Les syndicalistes craignent des répercussions sur le climat social

Les Echos n° 18646 du 30 Avril 2002 • page 2

Le score de l'extrême droite a pris de court les syndicats. Ces derniers s'interrogent sur ses conséquences dans les entreprises.

J'ai tenu mon congrès la semaine dernière. Sur les 130 personnes qui y participaient, aucune n'a tenu un discours suspect. » Ce constat d'un responsable régional de la fédération Force ouvrière des postes et télécommunications est largement partagé. « *Au sein de l'entreprise, personne ne s'est vanté* » d'avoir voté pour Jean-Marie Le Pen, remarque Farid Bourghès, délégué syndical central chez Hertz. Dans le monde du travail, l'adhésion à l'extrême droite reste honteuse. Les syndicalistes savent évidemment qu'une partie de leurs électeurs votent pour elle (voir encadré) mais, pas plus que les autres, ils n'avaient anticipé le choc du premier tour de l'élection présidentielle.

Après avoir tenté d'infiltrer les syndicats, puis de s'implanter en son nom propre, le Front national paraît avoir abandonné le terrain de l'entreprise. Mais le monde du travail est sans doute le premier à avoir été imprégné des idées de Jean-Marie Le Pen. Dans le milieu des années 1990, les syndicats se sont inquiétés de la « *montée des phénomènes racistes* », rappelle le sociologue Philippe Bataille, coauteur pour la CFDT d'une étude sur le sujet publiée par les éditions La Découverte, qui a travaillé en particulier sur la discrimination à l'embauche. Il évoque « *la pression pour un favoritisme familial, local, régional, au fond la faveur raciale* ». « *Ce n'est pas parce que les gens ne disent pas qu'ils votent FN dans l'entreprise que, depuis dix ans, on n'a pas une situation de "débridage" des intentions racistes et discriminatoires* », ajoute-t-il.

Les syndicats tentent de réagir, non sans difficultés et se montrent inquiets pour le climat social. « *Certains nous ont reproché de faire de la politique lorsque nous avons lancé notre module de formation pour sensibiliser au gouffre qui sépare nos valeurs syndicales de celles du FN* », se rappelle Jacqueline Giraud-Eyrault, de l'Union régionale CFDT Paca. Elle cite aussi le cas d'une filiale de Saint-Gobain située près d'Avignon, où les représentants des syndicats et la direction ont été pris à partie la semaine dernière par des délégués du personnel sans étiquette et des salariés, gonflés à bloc par l'arrivée de Jean-Marie Le Pen au second tour.

« *Gare aux prud'homales* »

Pour Jacky Dintinger, secrétaire général de la CFTC, dont l'électorat est particulièrement sensible à l'extrême droite, « *les gens ne veulent plus être dirigés par des responsables qui les ignorent* » et ce message vaut aussi pour les syndicats. Sur ce plan, au-delà de la menace pour la démocratie que constitue l'arrivée de Jean-Marie Le Pen au second tour, la montée des votes d'extrême gauche et de l'abstention interroge aussi les organisations de salariés. Ce mécontentement-là, ils l'ont en effet plus vu s'exprimer sur le terrain. Cela risque-t-il d'infléchir leurs positionnements ? « *Gare aux élections prud'homales* », affirme Jacky Dintinger, qui estime que « *le syndicalisme doit devenir beaucoup plus revendicatif* », soulignant qu'on ne peut par exemple imposer aux salariés de travailler plus longtemps s'ils ne le souhaitent pas. La CFDT ne paraît pas prête à suivre le même chemin.

Il est, en fait, trop tôt pour savoir quelles leçons les syndicats tireront de ce scrutin pour eux-mêmes. En revanche, son résultat montre que les salariés, si difficiles à mobiliser sur leur lieu de travail, expriment leur mécontentement dans les urnes. Les 35 heures n'ont ainsi pas suffi à contrebalancer la rigueur salariale qui les a accompagnées, notent nombre de leurs représentants, pour qui la trappe à bas salaires a largement contribué à battre Jospin.

LEÏLA DE COMARMOND